

**C.C.T. DU 29 MARS 2005 CONCERNANT L'OCTROI D'UNE
INDEMNITE COMPLEMENTAIRE EN FAVEUR DE CERTAINS
TRAVAILLEURS AGES EN CAS DE LICENCIEMENT**

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 1

La présente convention collective est applicable à toutes les entreprises relevant de la compétence de la Sous-Commission Paritaire pour la récupération de chiffons et aux ouvriers et ouvrières, ci-après appelés « ouvrier(s) », qu'elles occupent.

II. PORTEE DE LA CONVENTION

Article 2

La présente C.C.T. règle l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés en cas de licenciement.

Article 3

Conformément aux dispositions de l'article 3 § 2 de l'A.R. du 07 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, l'âge minimum pour pouvoir bénéficier de cette allocation complémentaire est fixé à 58 ans pour les années 2005 et 2006.

Article 4

En exécution des dispositions de l'article 14bis des statuts, fixés par la convention collective de travail du 29.03.1976, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de la récupération de chiffons, instituant un Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de chiffons et y assimilées, rendue obligatoire par arrêté royal du 15.09.1976, une indemnité complémentaire est accordée aux travailleurs visés à l'article 5 de la présente convention, à charge du « Fonds social pour les entreprises de chiffons ».

De plus, les cotisations patronales spéciales imposées par les articles 268 à 271 de la Loi-Programme du 22.12.1989 et par l'article 141 de la loi du 29 décembre 1990, portant des dispositions sociales, et par les arrêtés d'exécution, sont prises en charge par le Fonds.

III. BENEFICIAIRES DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE

Article 5

L'indemnité complémentaire visée à l'article 2 concerne l'octroi d'avantages semblables à ceux prévus par la convention de travail n° 17 conclue au Conseil National du Travail le 19 décembre 1974 à tous les travailleurs qui seront involontairement mis au chômage, qui auront droit, durant la période du 1er

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

29 -03- 2005

08 -04- 2005

74: 430

16014202

janvier 2005 au 31 décembre 2006 inclus, aux allocations de chômage légales et qui auront atteint l'âge mentionné à l'article 3 ci-dessus le dernier jour du délai de préavis.

Sans préjudice de la condition selon laquelle l'âge minimum visé à l'article 3 doit être atteint pendant la durée de validité de la présente C.C.T., le premier jour donnant droit aux allocations de chômage légales peut se situer après le 31.12.2006 si cela est la conséquence de la prolongation du délai de préavis par l'application des articles 38 § 2 et 38bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Article 6

Sans préjudice des conditions d'ancienneté fixées par l'A.R. du 7/12/1992 précité, les travailleurs doivent, pour pouvoir bénéficier de la prépension conventionnelle, satisfaire à une condition d'ancienneté de 25 ans de travail salarié et d'avoir été occupé comme salarié dans le secteur de la récupération de chiffons au moins au cours des 3 années précédant le départ en prépension.

Pour l'application de cette condition d'ancienneté, il y a lieu de se référer, en ce qui concerne les jours de travail assimilés, à l'article 2 § 3 de l'A.R. précité du 7 décembre 1992.

Article 7

Les travailleurs visés à l'article 5 ont, dans la mesure où ils bénéficient des allocations de chômage légales, droit à l'indemnité complémentaire jusqu'à la date à laquelle ils atteignent l'âge requis pour pouvoir bénéficier de la pension légale et dans les conditions fixées dans la réglementation relative aux pensions.

Le régime bénéficie également aux travailleurs qui seraient sortis temporairement du régime et qui, par après, demandent à nouveau de bénéficier de celui-ci, pour autant qu'ils reçoivent à nouveau des allocations de chômage légales.

IV. MONTANT DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE

Article 8

Le montant de l'indemnité complémentaire est égal à la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence et l'allocation de chômage.

Article 9

La rémunération nette de référence correspond à la rémunération mensuelle brute plafonnée à 940,14 EUR et diminuée de la cotisation personnelle à la sécurité sociale et de la retenue fiscale.

La limite de 940,14 EUR est rattachée à l'indice 134,52 (1971 = 100) et atteint 3029,41 EUR au 01.01.2005. Elle est liée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation. Cette limite est en outre révisée au 1er janvier de chaque année en tenant compte de l'évolution des salaires conventionnels conformément à ce qui est décidé à ce sujet au Conseil National du Travail.

La rémunération nette de référence est arrondie à l'euro supérieur.

Article 10

1. La rémunération brute comprend les primes contractuelles qui sont directement liées aux prestations fournies par l'ouvrier, qui font l'objet de retenues de sécurité sociale et dont la périodicité de paiement n'est pas supérieure à un mois.

Elle comprend aussi les avantages en nature qui sont soumis à retenues de sécurité sociale.

Par contre, les primes ou indemnités qui sont accordées en contrepartie de frais réels ne sont pas prises en considération.

2. Pour l'ouvrier qui est payé par mois, la rémunération brute est la rémunération obtenue par lui pour le mois de référence défini au 6. ci-après.

3. Pour l'ouvrier qui n'est pas payé par mois, la rémunération brute est calculée en fonction de la rémunération horaire normale.

La rémunération horaire normale s'obtient en divisant la rémunération des prestations normales du mois de référence par le nombre d'heures normales fournies dans cette période. Le résultat ainsi obtenu est multiplié par le nombre d'heures de travail prévu par le régime de travail hebdomadaire de l'ouvrier ; ce produit multiplié par 52 et divisé par 12 correspond à la rémunération mensuelle.

4. La rémunération brute d'un ouvrier qui n'a pas travaillé pendant tout le mois de référence est calculée comme s'il avait été présent tous les jours de travail compris dans le mois considéré.

5. Lorsqu'en raison des stipulations de son contrat, un ouvrier n'est tenu de travailler que pendant une partie du mois de référence et n'a pas travaillé pendant tout ce temps, sa rémunération brute est calculée en fonction du nombre de jours de travail prévu à son contrat.

6. A la rémunération brute obtenue par l'ouvrier, qu'il soit payé par mois ou autrement, il est ajouté un douzième du total des primes contractuelles et de la rémunération variable dont la périodicité de paiement n'est pas supérieure à un mois, perçues distinctement par l'ouvrier au cours des douze mois qui précèdent la date de licenciement.

7. A l'occasion de la concertation prévue par l'article 14, il sera décidé de commun accord quel est le mois de référence à prendre en considération.

Lorsqu'il n'est pas fixé de mois de référence, celui-ci sera le mois civil qui précède la date du licenciement.

V. ADAPTATION DU MONTANT DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE

Article 11

Le montant des indemnités complémentaires payées est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation suivant les modalités d'application en matière d'allocations de chômage, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971.

En outre, le montant de ces indemnités est révisé au 1er janvier de chaque année en fonction de l'évolution des salaires conventionnels, conformément à ce qui est décidé à ce sujet au sein du Conseil National du Travail.

Pour les travailleurs qui entrent dans le régime dans le courant de l'année, l'adaptation en vertu de l'évolution des salaires conventionnels est opérée en tenant compte du moment de l'année où a lieu l'entrée dans le régime ; chaque trimestre est pris en considération pour ce calcul de l'adaptation.

VI. PERIODICITE DU PAIEMENT DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE

Article 12

Le paiement de l'indemnité complémentaire se fait mensuellement.

VII. CONCOURS DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE ET D'AUTRES AVANTAGES

Article 13

L'indemnité complémentaire ne peut être cumulée avec d'autres indemnités ou allocations spéciales, résultant du licenciement, accordées en vertu de dispositions légales ou réglementaires. Dès lors, l'ouvrier licencié dans les conditions prévues par l'article 5 devra d'abord épuiser ses droits découlant de ces dispositions, avant de pouvoir prétendre à l'indemnité complémentaire visée à l'article 2.

L'interdiction de cumul formulée à l'alinéa précédent n'est pas d'application aux indemnités de fermeture prévues par la loi du 28 juin 1966 concernant l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

VIII. PROCEDURE DE CONCERTATION

Article 14

Avant de licencier un ou plusieurs travailleurs visés à l'article 5, l'employeur se concertera avec les représentants du personnel au sein du conseil d'entreprise ou à défaut, avec la délégation syndicale.

Sans préjudice des dispositions de la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972, notamment de son article 12, cette concertation a pour but de décider de commun accord si, indépendamment des critères de licenciement en vigueur dans l'entreprise, des travailleurs, répondant au critère d'âge prévu par l'article 2, peuvent être licenciés par priorité et, dès lors, bénéficier du régime complémentaire.

A défaut de conseil d'entreprise ou de délégation syndicale, cette concertation a lieu avec les représentants des organisations représentatives des travailleurs, ou à défaut, avec les ouvriers de l'entreprise.

Avant de prendre une décision en matière de licenciement, l'employeur invite en outre les ouvriers(ères) concerné(e)s par lettre recommandée, à un entretien au siège de l'entreprise pendant les heures de travail. Cet entretien a pour but de permettre à l'ouvrier de communiquer à l'employeur ses objections vis-à-vis du licenciement envisagé.

Conformément à la convention collective de travail du 27 juin 1974 concernant le statut de la délégation syndicale, conclue au sein de la commission paritaire pour les entreprises de la récupération de chiffons, et plus particulièrement en son article 11, l'ouvrier peut, lors de cet entretien, se faire assister par son délégué syndical. Le licenciement peut avoir lieu au plus tôt à partir du deuxième jour de travail qui suit le jour où l'entretien a eu lieu ou était projeté.

Les ouvriers licenciés, ont la faculté soit d'accepter le régime complémentaire, soit de le refuser et de faire dès lors partie de la réserve de main-d'œuvre.

IX. PAIEMENT DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE

Article 15

Le paiement de l'indemnité complémentaire doit intervenir chaque mois.

Il est à charge du « Fonds social pour les entreprises de chiffons » conformément à l'article 14 des statuts précités.

X. DISPOSITIONS FINALES

Article 16

Les formalités administratives nécessaires à l'exécution de la présente convention sont fixées par le conseil d'administration du « Fonds social pour les entreprises de chiffons ».

Article 17

Les difficultés d'interprétation générale de la présente C.C.T. sont réglées par le conseil d'administration du « Fonds social pour les entreprises de chiffons » par référence à et dans l'esprit de la convention collective de travail n° 17 du Conseil National du Travail précitée.

Article 18

La présente convention est valable pour la période du 1er janvier 2005 jusqu'au 31 décembre 2006 inclus.

Fait à Bruxelles le 29 mars 2005.

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 29 MAART 2005
BETREFFENDE TOEKENNING VAN EEN AANVULLENDE
VERGOEDING TEN GUNSTE VAN SOMMIGE BEJAARDE
WERKNEMERS INDIEN ZIJ WORDEN ONTSLAGEN.**

1. Toepassingsgebied van de overeenkomst

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de **werkgevers**, werklieden en **werksters**, hierna werklieden **genoemd**, van de **ondernemingen welke** ressorteren onder het paritair subcomité voor de terugwinning van **lompén**.

2. Draagwijdte van de overeenkomst

Artikel 2

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst regeit de aanvullende vergoeding ten gunste van **sommige** bejaarde werklieden indien zij worden ontslagen.

Artikel 3

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, 2 van het koninklijk besluit van 07 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen ingeval van conventioneel brugpensioen, wordt de **minimumleeftijd om** te kunnen genieten van deze regeling van aanvullende vergoeding vastgesteld voor de jaren 2005 en 2006 op 58 jaar.

Artikel 4

In uitvoering van de bepalingen van artikel 14bis van de statuten, vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 **maart** 1976, gesloten in het paritair subcomité voor de terugwinning van lompén, **tot** oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid van de **lompénbedrijven** en **ernede** gelijkgestelde ondernemingen, **algemeen** verbindend verklaard bij koninklijk **besluit van 15 september 1976**, wordt aan de werklieden bedoeld bij artikel 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, een aanvullende vergoeding toegekend, ten **laste** van het "Sociaal Fonds voor de lompénbedrijven".

Bovendien worden de bijzondere werkgeversbijdragen opgelegd door de artikelen 268 **tot** 271 van de Programmawet van 22 december 1989 en door artikel 141 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen en door de uitvoeringsbesluiten ten laste genomen door het Fonds.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

29 -03- 2005

08 -04- 2005

74.430 160/14202

NR.
N°

3. Rechthebbers op de aanvullende vergoeding

Artikel 5

De in artikel 2 bedoelde aanvullende vergoeding behelst het **toekennen** van gelijkaardige voordelen **als** voorzien door de collectieve **arbeidsovereenkomst** nr. 17 gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 1974, aan **alle** werklieden die ongewild werkloos **worden** gesteld en die gedurende de **periode** van 1 januari 2005 **tot** en met 31 december 2006 recht verkrijgen op wettelijke werkloosheidsvergoeding en de laatste dag van de **opzegtermijn** de leeftijd hebben bereikt **zoals** aangeduid in artikel 3 hierboven.

Zonder afbreuk te doen aan de vereiste dat de **minimumleeftijd** waarvan sprake in artikel 3 **moet** bereikt zijn tijdens de geldigheidsduur van deze collectieve arbeidsovereenkomst, kan de eerste dag die recht geeft op wettelijke werkloosheidsvergoeding zich situeren na 31 december 2006 indien dit te wijten is aan de verlenging van de **opzeggingstermijn** ingevolge toepassing van de artikelen 38, 2 en 38bis van de wet van 3 **juli** 1978 **betreffende** de **arbeidsovereenkomsten**.

Artikel 6

Gelet op de anciënniteitvoorwaarden vastgesteld door **voormeld** koninklijk besluit van 07 december 1992, dienen de werklieden, **om** te kunnen genieten van het conventioneel brugpensioen bovendien **te voldoen** aan een anciënniteitvoorwaarden van 25 jaar loondienst en voor zover zij een anciënniteit van 3 jaar hebben voorafgaand aan het brugpensioen, in de sector van de terugwinning van **lommen**.

Voor de toepassing van deze anciënniteitvoorwaarde wordt voor wat betreft de gelijkstelling met arbeidsdagen verwezen naar artikel 2. 3 van voormeld koninklijk besluit van 07 december 1992.

Artikel 7

De in artikel 5 bedoelde werklieden hebben, voor zover zij de wettelijke werkloosheidsuitkeringen ontvangen, recht op de aanvullende vergoeding **tot** op de **datum** dat zij de leeftijd bereiken waarop zij wettelijk pensioengerechtigd zijn en binnen de voorwaarden zoals door deze **pensioenreglementering** vastgesteld.

De regeling **geldt** eveneens voor de werklieden die tijdelijk uit het stelsel zouden getreden zijn en die nadien opnieuw van de regeling wensen te genieten, voorzover zij opnieuw de wettelijke werkloosheidsvergoeding ontvangen.

4. Bedrag van de aanvullende vergoeding

Artikel 8

Het bedrag van de aanvullende vergoeding is gelijk aan de **helft** van het verschil tussen het **netto-referteloan** en de werkloosheidsuitkering.

Artikel 9

Het netto-referteloan is gelijk aan het bruto-maandloon begrensd tot 940,14 EUR en verminderd met de persoonlijke sociale zekerheidsbijdrage en de fiscale inhouding.

De grens van 940,14 EUR is gekoppeld aan het indexcijfer 134,52 (1971 = 100) en bedraagt 3029,41 EUR op 01/01/2005. Zij is gebonden aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel van koppeling aan het indexcijfer der consumptieprijzen. Deze grens wordt daarenboven op 1 januari van elk jaar herzien in functie der regelingslonen overeenkomstig de beslissing van de N.A.R.

Het netto-referteloan wordt afgerond naar hogere euro.

Artikel 10

1. Het brutoloon omvat de contractuele premies die rechtstreeks gebonden zijn aan de door de werkiieden verrichte prestaties waarop inhoudingen voor sociale zekerheid worden gedaan en waarvan de periodiciteit van betaling geen maand overschrijdt.

Het omvat ook de voordelen in natura die aan inhoudingen voor sociale zekerheid onderworpen zijn.

Daarentegen worden de premies of vergoedingen, die als tegenwaarde van werkelijke kosten worden verleend, niet in aanmerking genomen.

2. Voor de per maand betaalde arbeider wordt als brutoloon beschouwd het loon dat hij gedurende de in navolgend punt 6 bepaalde referentemaand heeft verdiend.

3. Voor de arbeider die niet per maand wordt betaald, wordt het brutoloon berekend op grond van het normale uurloon.

Het normale uurloon wordt bekomen door het loon voor de normale prestaties van de referentemaand te delen door het aantal tijdens die periode gewerkte normale uren. Het aldus bekomen resultaat wordt vermenigvuldigd met het aantal arbeidsuren, bepaald bij de wekelijkse arbeidstijdregeling van de werkmán. Dat product, vermenigvuldigd met 52 en gedeeld door 12, stemt overeen met het maandloon.

4. Het brutoloon van een arbeider die gedurende de ganse referentemaand niet heeft gewerkt, wordt berekend alsof hij aanwezig was geweest op alle arbeidsdagen die in de beschouwde maand vallen.

5. Indien een arbeider krachtens de bepalingen van zijn arbeidsovereenkomst slechts gedurende een gedeelte van de referentemaand moet werken en hij (zij) al die tijd niet heeft gewerkt, wordt zijn (haar) brutoloon berekend op grond van het aantal arbeidsdagen dat in de arbeidsovereenkomst is vastgesteld.

6. Het door de arbeider verdiende brutoloon, ongeacht of het per maand of anders wordt betaald, wordt vermeerderd met een twaalfde van het totaal der contractuele premies en

van de **veranderlijke** bezoldiging waarvan de periodiciteit van betaling geen **maand** overschrijdt en door die arbeider in de **loop** van de twaalf **maanden** die aan het ontslag voorafgaan afzonderlijk **worden** ontvangen.

7. Naar aanleiding van het bij artikel 14 voorzien overleg, **zal** in **gemeen** akkoord **worden** beslist met **welke** **refertemaand** rekening **moet** worden gehouden.

Indien geen refertemaand is vastgesteld, **wordt** de **kalendermaand** die de **datum** van het ontslag voorafgaat, in **aanmerking** genomen.

5. **Aanpassing** van het bedraa van de aanvullende veraoedina

Artikel 11

Het bedrag van de **uitgekeerde** aanvullende vergoedingen wordt gebonden aan de **schommeling** van het indexcijfer der **consumptieprijzen**, volgens de **modaliteiten** die van toepassing zijn inzake werkloosheidsvergoedingen, **overeenkomstig** de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971.

Het bedrag van deze vergoedingen wordt daarenboven **elk** jaar op 1 januari herzien in functie van de ontwikkeling van de regelingslonen overeenkomstig hetgeen dienaangaande wordt beslist in de nationale arbeidsraad.

Voor de werklieden die in de loop van het jaar **tot** de regeling toetreden wordt de aanpassing op grand van het verloop van de regelingslonen verricht, rekening houdend met het ogenblik van het jaar waarop zij in het stelsel treden; elk kwartaal wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de aanpassing.

6. **Tijdstip van betaling** van de aanvullende veraoedina

Artikel 12

De betaling van de aanvullende vergoeding moet **om** de kalendermaand gebeuren.

7. **Cumulatie** van de aanvullende **vergoeding** en andere voordelen

Artikel 13

De aanvullende vergoeding **mag** niet worden **gecumuleerd** met andere wegens afdanking verleende **speciale** vergoedingen of toeslagen.

De arbeider, die onder de in artikel 5 voorziene voorwaarden ontslagen wordt zal dus eerst de uit die bepalingen voortvloeiende rechten **moeten** uitputten, alvorens **aanspraak te** kunnen **maken** op de in artikel 2 voorziene aanvullende vergoeding.

Het in voorgaande **alinea** **geformuleerde** verbod van cumulatie is niet van toepassing op de sluitingsvergoedingen voorzien bij de wet van 28 juni 1966 betreffende de schade-loosstelling van de werklieden die ontslagen worden bij sluiting van **ondernemingen**.

8. Overlegprocedure

Artikel 14

Vooraleer een of **meerdere** werklieden bedoeld bij artikel 5 te ontslaan, pleegt de werkgever overleg met de vertegenwoordigers van het personeel in de ondememingsraad of, bij ontstentenis daarvan, met de syndicale afvaardiging.

Onverminderd de bepalingen van de collectieve **arbeidsovereenkomst** n° 9 gesloten in de nationale arbeidsraad op 9 **maart** 1972, inzonderheid van artikel 12, heeft deze beraadslaging **tot doel** in **gemeen** overleg te beslissen of, afgezien van de in de **onderneming** van kracht zijnde afdankingscriteria, werklieden die aan het in artikel 3 bepaalde leeftijdscriterium voldoen bij voorrang kunnen worden ontsiagen en derhalve het voordeel van de aanvullende regeling kunnen genieten.

Bij ontstentenis van ondememingsraad of van syndicale afvaardiging heeft dit overleg plaats met de vertegenwoordigers van de representatieve **werknemersorganisaties** of, bij ontstentenis, met de werklieden van de onderneming.

Vooraleer een beslissing **tot** ontslag te **nemen**, nodigt de werkgever daarenboven de betrokken **werkman** bij aangetekende brief uit **tot** een onderhoud tijdens de werkuren op de **zetel** van de onderneming.

Dit onderhoud heeft **tot** doel aan de werkman de gelegenheid te geven zijn bezwaren tegen het door de werkgever **voorgenomen** ontslag kenbaar te **maken**.

Overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 1974 betreffende het statuut van de syndicale afvaardigingen, gesloten in het paritair comité voor de **ondernemingen** waar teruggewonnen grondstoffen terug op waarde worden gebracht, inzonderheid op artikel 11, kan de werkman zich bij dit onderhoud **laten** bijstaan door de syndicale afgevaardigde. De opzegging kan ten vroegste geschieden de tweede werkdag na de dag waarop dit onderhoud plaats had of waarop dit onderhoud voorzien was.

De ontsiagen werklieden hebben de mogelijkheid de aanvullende regeling te aanvaarden of deze te weigeren en derhalve **deel** uit te maken van de arbeidsreserve.

9. Betaling aanvullende vergoeding

Artikel 15

De betaling van de aanvullende vergoeding **moet om** de **kalendermaand** gebeuren. Ze **valt ten laste** van het "Sociaal Fonds voor de **lompbedrijven**" overeenkomstig artikel 14 van **voornoemde** statuten.

10. Eindbepalingen

Artikel 16

De **administratieve formaliteiten** nodig voor de **uitvoering** van deze collectieve arbeids-**overeenkomst** worden door de raad van beheer van het "sociaal fonds voor de **lomp-**bedrijven" vastgesteld.

Artikel 17

De **algemene interpretatiemoeilijkheden** van deze collectieve **arbeidsovereenkomst** worden door de raad van beheer van **het** sociaal fonds beslecht in de geest van en verwijzend naar **voornoemde** collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17.

Artikel 18

Deze **overeenkomst** is van toepassing vanaf 1 januari 2005 **tot** en met 31 **december** 2006.

Aldus **opgemaakt** te Brussel op 29 mars 2005.